

«Nous aidons les jeunes à activer leurs ressources»



ALAIN SCHERRER
Travailleur social à la permanence d'accueil de l'association REPER.

Fribourg » Fri-Son accueillait samedi la Grande Battle, un concours de breakdance organisé par le groupe de hip-hop Colour Jam en collaboration avec l'association REPER. Désormais nationale, la compétition est née il y a six ans de l'initiative de ces jeunes fréquentant le centre chargé de la promotion de la santé et de la prévention des comportements à risques dans le canton. Alain Scherrer, travailleur social à la permanence d'accueil de REPER, revient sur cet «exemple de succès» et sur le travail socio-éducatif au sein de l'association.

L'idée de créer ce concours de breakdance est née dans vos locaux. Comment s'est-elle concrétisée et en quoi REPER a joué un rôle?

Assez simplement, les jeunes de Colour Jam, le groupe de hip-hop à la base du concours, ont commencé à se voir dans les locaux de REPER, qui propose une permanence trois fois par semaine de 16 h à 20 h 30 et un accès à une salle polyvalente. Tout comme la trentaine de jeunes de 14 à 25 ans qui vient aujourd'hui chaque soir de permanence. Dans le cas précis de Colour Jam, nous n'avons pas fait autre chose cette année-là que de veiller à ce qu'ils aient le matériel nécessaire pour concrétiser leur idée. Nous les avons aussi bien sûr soutenus dans l'organisation du premier concours il y a six ans et accompagnés sur les suivants pour que cette belle aventure se poursuive.

En quoi est-ce que votre travail diffère de celui des centres de loisirs?

Le secteur Rue et réalisations de REPER ne propose pas d'animation, contrairement aux centres de loisirs. C'est d'abord un endroit qui est mis à disposition avec des infrastructures comme des ordinateurs, un réseau internet ou encore une imprimante. Les travailleurs sociaux présents fournissent un appui aux jeunes à leur demande. Nous les guidons sur des projets assez concrets, comme réaliser des recherches d'emploi.

En quoi consiste cette partie socio-éducative du travail concrètement?

L'idée, c'est d'aider les jeunes à activer leurs ressources et à développer leurs compétences au travers de projets qu'eux-mêmes ont initiés mais

qu'ils n'auraient pas les moyens de réaliser seuls. C'est un lieu d'échange et aussi d'écoute.

Intervenez-vous aussi sur des situations de détresse?

Nous constituons une présence tierce entre les amis et la famille. Il peut s'agir de jeunes ayant juste envie de profiter d'une salle de sport et rencontrer du monde comme signalé. Mais parfois, le vécu est un peu plus lourd. Dans ces cas-là, nous offrons un soutien à ceux qui viennent nous voir pour des problèmes de dépendance, des problèmes relationnels dans le cadre de leur couple ou dans leur famille, ou qui subissent des violences, par exemple. »

PROPOS RECUEILLIS PAR
IGOR CARDELLINI

FRIBOURG

UN CYCLISTE À TERRE

Un automobiliste inconnu qui circulait sur le boulevard de Pérolles, dimanche vers 19 heures, a provoqué la chute d'un cycliste de 41 ans. Il a bifurqué vers la rue des Pilettes sans remarquer l'adepte de la mobilité douce, qui roulait en direction de Marly. Ce dernier a alors chuté en effectuant un freinage d'urgence et s'est blessé. L'automobiliste est reparti sans se préoccuper de son état. La police prie les témoins éventuels de la contacter au 026 304 17 10. MRZ

Des infos et pas d'intox

LA LIBERTÉ

Certains souhaitent que la socialiste cède les rênes de sa direction. Ce n'est pas une option pour elle

Demierre veut garder la Santé

« PATRICK PUGIN

Conseil d'Etat » Didier Castella revêtira son costume de conseiller d'Etat le 22 mai, après son assermentation par le Grand Conseil. De quel maroquin le libéral-radical héritera-t-il? Le scénario écrit de l'élection complémentaire veut qu'il reprenne la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF), abandonnée par Marie Garnier. Logique. Mais le statu quo n'est pas gravé dans le marbre. Et la coulisse politique bruisse d'échos spéculant sur un bouleversement majeur: le départ – consenti ou contraint – d'Anne-Claude Demierre de la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS).

Le soir même de l'élection de Didier Castella, le 25 mars, les partis bourgeois évoquaient la relégation à la DIAF de la ministre socialiste, dont la gestion du dossier HFR en irrite plus d'un. Pour ceux-là, Anne-Claude Demierre a fait son temps à la tête de cet important dicastère, qui mobilise près de 40% du budget de l'Etat. A sa place, ils verraient d'un assez bon œil son camarade Jean-François Steiert, spécialiste des questions sociales et de santé lorsqu'il siégeait au Conseil national. Même si beaucoup regretteraient son départ de la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions, où son action est unanimement saluée.

Un nouveau souffle

D'aucuns considèrent cependant qu'un nouveau chef amènerait un autre souffle à la DSAS. A l'image d'André Schoenenweid, président du Parti démocrate-chrétien qui, au-delà du cas particulier d'Anne-Claude Demierre, estime qu'un conseiller d'Etat ne devrait pas effectuer plus de deux mandats à la même direction. «Après dix ans, on a tout donné. Il faudrait qu'elle s'en aille d'elle-même», estime-t-il. Pour lui, l'arrivée de Didier Castella permet un rebattage des cartes.

Son homologue libéral-radical, Sébastien Dorthe, n'entend pas s'immiscer dans les affaires



Selon certains, l'arrivée de Didier Castella au Conseil d'Etat devrait permettre un rebattage des cartes. Alain Wicht

du Conseil d'Etat: «Il faut laisser l'équipe se reconstituer dans le respect des règles de la collégialité. Ce que nous attendons, au PLR, c'est que chacun s'y retrouve et que le gouvernement puisse travailler dans la sérénité.»

«Ce n'est pas une option»

La principale intéressée, elle, n'est pas encline à céder «sa» DSAS. «Cela n'aurait aucun sens de reprendre une autre direction pour les trois années et demie à venir. Ce n'est pas une option», confie la socialiste, sereine. La majorité bourgeoise du Conseil d'Etat pourrait bien

«Cela n'aurait aucun sens de reprendre une autre direction pour les trois années et demie à venir»

Anne-Claude Demierre

sûr la débarquer de force. A cinq contre deux, l'affaire serait aisément réglée.

Mais le putsch apparaît peu probable: Humilier Anne-Claude Demierre reviendrait à déclarer la guerre à la gauche et, subseqüemment, à prendre le risque de bloquer d'importants dossiers, réforme de l'imposition des entreprises et re-capitalisation de la caisse de pensions en tête. Personne au sein du gouvernement – surtout pas le nouveau venu! – ne peut souhaiter une telle issue.

De plus, si la DSAS devait lui être retirée, il semble évident

que la conseillère d'Etat démissionnerait. Et la perspective d'une nouvelle élection complémentaire suscite assez peu d'enthousiasme au sein de la classe politique. Il y a donc fort à parier que, comme prévu, Didier Castella s'installe aux commandes de la DIAF.

Trouver le consensus

On en saura plus dans les semaines à venir. La balle est pour l'heure dans le camp de Georges Godel, qui, en sa qualité de président du gouvernement, va entendre – de manière bilatérale – les souhaits de chacun.

«Je ferai le tour de mes collègues dès cette semaine», annonce le démocrate-chrétien. Une séance de reconstitution sera ensuite convoquée. C'est alors que le collège procédera formellement à la répartition des directions.

Et comme pour toutes ses décisions, le Conseil d'Etat essaiera de trouver un consensus. Si celui-là n'est pas possible, les ministres devront procéder à un vote. Un épilogue que ne semble pas envisager Georges Godel: «Je pense que tout le monde sera d'accord.»

Pour la collégialité, cela vaudrait mieux. »